

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT - 10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche-sur-Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 19 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUHTAMAKI LA ROCHELLE - HLR

4 rue des Ponts Neufs
BP 6
85770 L'Île-d'Elle

Références : D24.0223
Code AIOT : 0006300911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement HUHTAMAKI LA ROCHELLE - HLR implanté 4 rue des Ponts Neufs BP 6 85770 L'Île-d'Elle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la sanction administrative prise à l'encontre de l'exploitant pour le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUHTAMAKI LA ROCHELLE - HLR
- 4 rue des Ponts Neufs BP 6 85770 L'Île-d'Elle
- Code AIOT : 0006300911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HUHTAMAKI exploite, sur la commune de l'Île d'Elle, une usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » à partir de déchets de papier et de carton.

Soumise à autorisation au titre de la législation ICPE, et visée par la réglementation européenne IED (grandes installations polluantes) pour son activité papetière, elle est réglementée par l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ/1-622 du 24 octobre 2018 l'autorisant, après régularisation, à augmenter la capacité de son usine.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

a) Constats hors point de contrôle

Pour ce qui concerne le point de rejet n°3 (eaux industrielles), l'exploitant a confirmé la commande de la 2nde phase des travaux de mise en conformité pour un montant de 4,365 M€ HT (bon de commande du 19 avril 2024). Le planning prévisionnel des travaux de construction de la nouvelle station de traitement des eaux est conforme aux engagements pris par HUHTAMAKI vis-à-vis du Préfet de la Vendée, avec une mise en service prévisionnelle au second semestre 2025.

b) Constats dans le cadre du point de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------|---|--|---|
| 1 | Rejet eaux techniques n°4 - MES | AP de Mise en Demeure du 19/01/2021, article 1 et 2 | Avec suites, liquidation partielle d'astreinte | Levée partielle de mise en demeure, Levée partielle d'astreinte |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a porté que sur le point de rejet n°4 (eaux techniques). L'inspection du 10 mai 2023 avait permis de constater que ce point de rejet respectait l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2021 pour les paramètres température et DBO₅. Le paramètre MES demeurait néanmoins non conforme.

La présente inspection du 15 mai 2024 a permis de constater que les actions mises en place par l'exploitant s'avèrent efficaces pour la maîtrise des rejets au point n°4 : la valeur-limite en MES est respectée sur une période de 3 mois glissants (du 15 mars au 12 juin 2024, soit 90 jours).

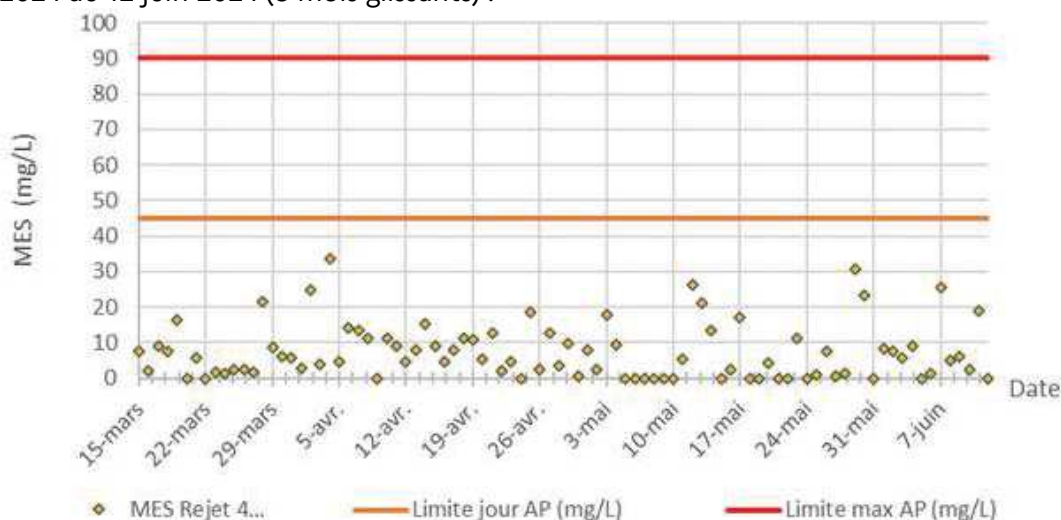
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet eaux techniques n°4 - MES

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2021, article 1 et 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 06/03/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suites (liquidation partielle de l'astreinte) |
| Prescription contrôlée : <p>Article 1 - La société HUHTAMAKI La Rochelle exploitant une installation de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » sise 4, rue des Ponts Neufs sur la commune de l'Île d'Elle est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ/1-622 autorisant après régularisation la société HUHTAMAKI La Rochelle à augmenter la capacité de l'usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » du 24 octobre 2018 en justifiant sur une période de trois mois le respect des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ/1-622 dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.</p> |

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance quotidienne du rejet au point n°4 (eaux techniques) consultés sur site et transmis par l'exploitant postérieurement au contrôle montrent que la concentration en matières en suspension est conforme à la valeur-limite prescrite (45 mg/L) sur la période du 15 mars 2024 au 12 juin 2024 (3 mois glissants) :



Ce retour à la conformité résulte des actions suivantes :

- mise en service, mi-novembre 2023, du nouveau système de filtration des eaux du Pomère puis ajustement du seuil de coupure des filtres et du seuil de turbidité pour la recirculation des eaux techniques de manière à trouver le juste équilibre entre une consommation d'eau maîtrisée et le respect de la valeur-limite en concentration des MES. Ainsi, le seuil de la recirculation des eaux techniques a été fixé à 100 NTU (contre 60 auparavant) et un second seuil à 40 NTU a été défini pour l'envoi des eaux techniques vers les lagunes plutôt qu'au point de rejet n°4 ;
- arrêt des anciens filtres à sable dont le nettoyage automatisé ponctuel était à l'origine des non-conformités. Cette installation était encore en fonctionnement le temps du réglage du nouveau système de filtration, ce qui explique la concentration en MES rejetée le 14 mars 2024 (130 mg/L au lieu de 45 mg/L).

La mise en demeure est donc désormais respectée pour le point de rejet n°4.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée partielle de mise en demeure, Levée partielle d'astreinte